

le pouvoir aux travailleurs

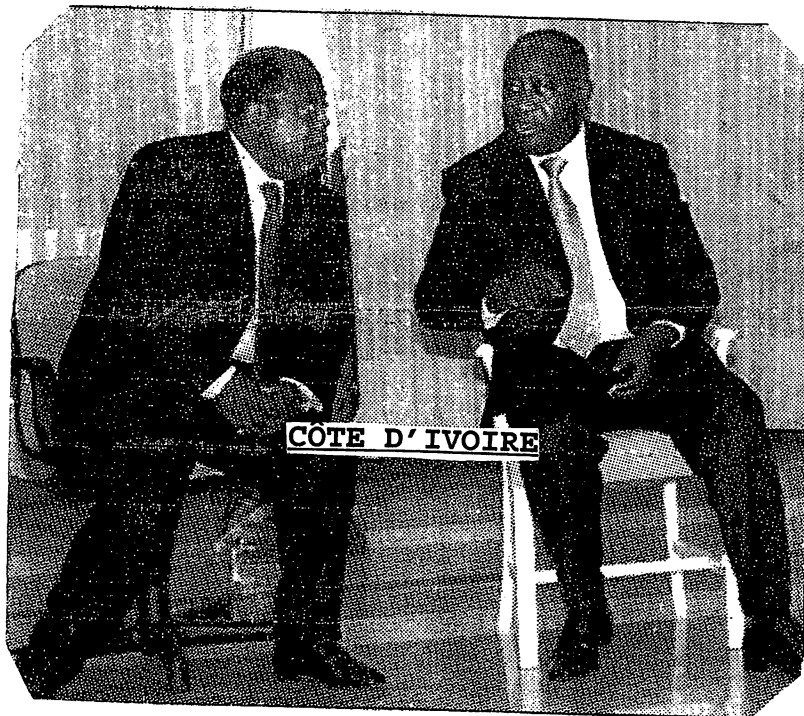
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 NOVEMBRE 2006

N° 331 PRIX 0,60 Euro



**LEURS AFFRONTEMENTS NE SONT PAS
LES NÔTRES. CE SONT NOS INTÉRÊTS
DE TRAVAILLEURS ET DE PAUVRES
QUE NOUS AVONS À DÉFENDRE**

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
 Editorial:
 Leurs affrontements
 ne sont pas les
 nôtres. Ce sont les
 intérêts de travail-
 leurs et de ...

Page 4
 Côte d'Ivoire
 Au bord du précipice

Page 9
 Sénégal
 - C' est l a
 "mangecratie"
 - Augmentation du
 prix du pain, un coup
 dur pour les classes
 pauvres (p. 11)

Page 12
 Mali: Les autorités
 prêtes à s'associer à
 l'UE contre l'"immi-
 gration clandestine"

Page 12
 La Chine déroule le
 tapis rouge pour les
 dictateurs africains

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
 Le paiement se fait
 uniquement en espèces
 ou en timbres-poste
 courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
 92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LEURS AFFRONTEMENTS
 NE SONT PAS LES NÔTRES
 CE SONT NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS
 ET DE PAUVRES QUE NOUS AVONS À DÉFENDRE**

Dans les quartiers populaires, tout le monde a poussé un soupir de soulagement en constatant que ni le 31 octobre, ni le 1^{er} novembre il n'y avait eu d'affrontements dans les rues d'Abidjan. La fin du prolongement de son mandat accordé par l'ONU à Gbagbo ne s'est pas traduite par un bain de sang. Ni le FPI ni l'opposition n'ont pris l'initiative de mobiliser leurs troupes.

Mais, jusqu'à quand ?

Chacun sait que rien n'est réglé et que le conflit pour le pouvoir, pour le moment latent, peut à chaque instant conduire à de nouvelles explosions.

Nul ne peut prédire qui va sortir vainqueur de ce conflit. Mais les perdants, ce sont les classes populaires, c'est-à-dire l'immense majorité de la population. Elles sont perdantes depuis le début. Perdantes du fait de l'accroissement de la pauvreté, des fermetures d'entreprises et de la difficulté à trouver du travail à Abidjan et de l'aggravation de la misère dans ceux des villages où, en raison du conflit, les terres ne sont plus cultivées et où se nourrir devient un problème de plus en plus difficile à surmonter.

Mais le pire n'est peut-être même pas là. Le pire, c'est la méfiance, l'hostilité, propagées d'en haut par les dirigeants au nom de l'«ivoirité» ou de l'ethnisme. Le pire, c'est que, dans les quartiers populaires, à l'intérieur de la même cour, où ne logent que des exploités, au travail ou au chômage, on en vient à s'observer avec crainte, se méfier de ce qu'on dit ou de ce qu'on ne dit pas. Et chacun sait que tout cela peut conduire à des affrontements sanglants, comme il s'en produit déjà dans certains villages.

Et nous ne pouvons compter sur personne d'autre que sur nous-mêmes pour nous en protéger. Nous ne pouvons pas compter sur les chefs d'État africains et leurs marchandages à Abuja ou à Addis Abeba qui viennent de montrer leur inefficacité totale pour stopper la crise en Côte-d'Ivoire.

Mais comment s'en étonner ?

Ces chefs d'État oppriment leurs propres peuples, aident les groupes capitalistes locaux ou internationaux à les exploiter. Comment pourraient-ils prendre des décisions favorables aux classes populaires de Côte-d'Ivoire alors qu'ils n'en prennent pas pour les leurs ?

On ne peut, bien sûr, pas compter, non plus, sur les grandes puissances, et surtout pas sur la France dont les soldats sont présents dans le pays. Ses troupes ne sont pas là pour protéger la population ivoirienne, mais pour protéger les capitaux français.

Comment cette armée française, l'armée qui a imposé la domination coloniale, l'armée qui a prolongé une autre forme de domination économique au temps de Houphouët-Boigny et après, comment cette armée pourrait-elle et pourquoi voudrait-elle protéger, d'un seul coup, la population ivoirienne ?

Bien sûr, lorsque Gbagbo et son clan se posent en défenseurs de l'intérêt de tout le peuple en dénonçant la France et ses interventions dans la vie de la Côte-d'Ivoire, c'est de la démagogie. Car, comme ses prédécesseurs, Gbagbo accepte, favorise même la mainmise de grands groupes genre Bouygues et Bolloré sur l'économie de ce pays.

Et on comprend que ceux qui sont originaires du Nord se méfient de cette démagogie qui n'est faite que pour conforter le clan de Gbagbo

au pouvoir. Mais, pour autant, ceux qui espèrent que l'armée française les protégera se trompent et se bercent eux-mêmes de faux espoirs.

Alors, il nous faut savoir que, dans leur guerre pour le pouvoir, le seul rôle qu'ils nous réservent les uns et les autres, c'est le rôle de la victime. Il n'est pas de notre intérêt de prendre parti dans leurs rivalités. Gbagbo n'est pas plus l'ami des classes populaires du Sud que Ouattara ou Soro ne sont les amis de la population originaire du Nord. Qu'ont-ils fait, les uns ou les autres, pour rendre moins dur le sort des exploités et des pauvres ? Quant à l'impérialisme français, la seule chose qui l'intéresse, c'est que se perpétuent le pillage de la Côte-d'Ivoire et l'exploitation de ses travailleurs.

En revanche, entre travailleurs, jobeurs ou chômeurs de toutes origines, nous avons tout en commun, à commencer par notre misère et par le fait que c'est nous, travailleurs des usines, des chantiers, des plantations, qui créons les richesses de ce pays sans en profiter. Si, malgré le déclin économique qui dure depuis plusieurs années, la Côte-d'Ivoire reste le pays le plus attractif pour les capitaux d'ici comme pour des capitaux venant de France, des États-Unis, du Liban ou d'ailleurs, ce n'est pas seulement en raison de ses richesses naturelles. Ces richesses naturelles ne valent que parce qu'il y a des travailleurs pour les mettre en valeur. C'est parce qu'il y a des ouvriers pour faire marcher les usines, des ouvriers agricoles pour entretenir les plantations, des travailleurs du bâtiment pour valoriser, en construisant, les terrains sur lesquels les requins de l'immobilier ont mis la main. C'est parce qu'il y a des petits marchands pour permettre aux pauvres de survivre, parce qu'il y a des petits planteurs grâce auxquels le cacao et le café rapportent des fortunes aux intermédiaires et aux notables du régime

alors que les petits planteurs restent pauvres.

Alors, bien sûr, il faut rejeter tous ceux qui veulent nous opposer les uns aux autres et nous embrigader au nom d'une prétendue communauté ethnique ou d'une prétendue «ivoirité».

Mais il faut surtout qu'au lieu de nous battre pour des intérêts qui ne nous concernent en rien, nous nous battions pour nos propres intérêts. Quelles que soient nos origines, notre intérêt c'est d'avoir un travail et un salaire qui permette de vivre. Il est de notre intérêt que les quartiers populaires d'Abidjan ne soient pas des cloaques, que nos logements ne soient pas des taudis infects. Il est de notre intérêt que nos enfants aient droit à l'éducation et, nous tous, à des soins convenables en cas de maladie.

Tout cela est possible. Que

l'on ne nous dise pas que le pays est pauvre car nous avons devant nos yeux l'exemple aussi bien de grands groupes capitalistes que de petits profiteurs, ivoiriens ou pas, qui parviennent à s'enrichir, à vivre dans des résidences luxueuses, à se faire soigner dans des cliniques privées, à envoyer leurs gosses étudier dans les pays riches, où ils envoient par sécurité, aussi, leur argent volé aux plus pauvres. Si les richesses du pays profitaient à tous, si la production était faite en fonction des besoins de toute la population, la vie pourrait être vivable pour tous.

En Côte-d'Ivoire, comme ailleurs, la véritable ligne de partage passe entre classes sociales, entre la bourgeoisie possédante de toutes origines et les classes travailleuses qui l'enrichissent. C'est de cela qu'il nous faut être conscient et agir en conséquence.

CÔTE D'IVOIRE

AU BORD DU PRÉCIPICE

Il était évident, depuis l'échec des audiences foraines, que les élections ne pourraient pas avoir lieu dans le temps imparti et que, le 31 octobre 2006, la situation serait à peu près la même que le 31 octobre 2005.

Aussi, depuis plus d'un mois, les organisations internationales se démènent-elles pour trouver une «solution» à la crise ivoirienne ou, plus exactement, pour trouver l'art et la manière de dissimuler qu'elles n'en trouvent pas.

Cela a commencé avec la réunion de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Abuja, au Nigéria, le 6 octobre 2006. Puis le relais a été passé au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union

africaine (UA), le 17 octobre, à Addis Abeba, en Ethiopie. Une belle brochette de chefs d'Etat d'Afrique à chaque réunion, pérorant sur la situation en Côte-d'Ivoire, réglant des comptes entre eux. Leurs propres comptes comme ceux de leurs amis et protecteurs des grandes puissances impérialistes.

C'est ainsi qu'à la réunion d'Addis Abeba, la France a obtenu que Thabo Mbeki, réputé trop favorable à Gbagbo, démissionne discrètement de son rôle de médiateur au profit de Sassou N'Guesso. Du coup, *Le Patriote* titrait joyeusement «Gbagbo perd le pouvoir», pendant que *Notre Voie* criait au «cafouillage» et protestait.

Les propositions de l'Union

Africaine ont quitté le sol africain pour aboutir à New York, au conseil de sécurité de l'ONU. C'était au tour des grandes puissances de se pencher sur la question !

Nouveaux conciliabules où la France, s'appuyant sur les propositions de l'Union Africaine, a essayé de faire passer une résolution qui, tout en confirmant la reconduction à la tête de l'exécutif les duettistes Gbagbo et Banny, aurait donné à ce dernier plus de pouvoir et, surtout, les moyens de l'exercer. Mais la diplomatie française a trouvé sur son chemin non seulement la Chine et la Russie mais aussi les Etats-Unis. Ces derniers n'étaient pas fâchés de rendre à la France la monnaie de sa pièce pour son non-soutien à la guerre en Irak.

Autant dire que la Côte-d'Ivoire et, surtout, la vie de ses habitants étaient le cadet des soucis de ces messieurs les diplomates. La résolution finalement adoptée est assez ambiguë pour satisfaire tout le monde et se limite, en fait, à officialiser, au nom de l'ONU, la réalité sur le terrain.

La montagne a accouché d'une souris !

Gbagbo est reconduit à la présidence, Konan Banny à la primature, avec obligation pour eux qu'ils organiseront «promis-craché-juré» des élections.

Et pendant que tournaient les moulins à paroles de la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU, le pays reste coupé en deux, en état de paix armée, avec une véritable guerre civile suivant le moment et l'endroit, avec toutes les conséquences dramatiques pour l'écrasante majorité de la population, avec une vie économique ralentie, des usines fonctionnant à moitié ou pas du tout, la circulation des hommes

comme des marchandises rackettées à la frontière des deux zones comme à l'intérieur de chacune d'elles.

Tout en critiquant la résolution de l'ONU, les deux camps se sont tout naturellement saisis de toute cette ambiguïté pour y trouver, chacun, ce qu'il avait envie d'y trouver.

Gbagbo a salué la résolution de l'ONU en se glorifiant d'une «véritable bataille diplomatique» qu'il aurait gagnée. Les Forces Nouvelles se sont félicitées de l'accroissement des prérogatives de Konan Banny.

Fraternité Matin titrait plus sagement «Gbagbo-Banny : la poire en deux», titre au fond pas très différent de celui du *Patriote* qui annonçait « Gbagbo n'a pas gagné, Banny n'a pas perdu ». En somme, rien n'a changé et l'épreuve de force continue.

L'épreuve de force continue

En fait, même si les prérogatives du Premier ministre ont été accrues, Gbagbo y a gagné de prolonger sa présidence d'une année supplémentaire sans aucune élection. Quant au pouvoir supplémentaire accordé à Banny, que vaut-il ? La résolution de l'ONU lui permet «d'avoir autorité sur les forces de défense et de sécurité». Mais, en revanche, on lui a refusé «le pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires». Ce qui signifie qu'il ne peut pas se débarrasser de Mangou et de ses proches, nommés par Gbagbo et qui lui sont fidèles. Comme disait Banny, en pleurnichant à Addis-Abeba, «Mangou ne me respecte pas». Eh bien, il continuera à ne pas le respecter. Ce qui signifie que, au Sud, c'est Gbagbo qui contrôle l'armée. Et, qui a les armes, a le pouvoir.

En somme, les pays africains comme l'ONU ont tout simplement

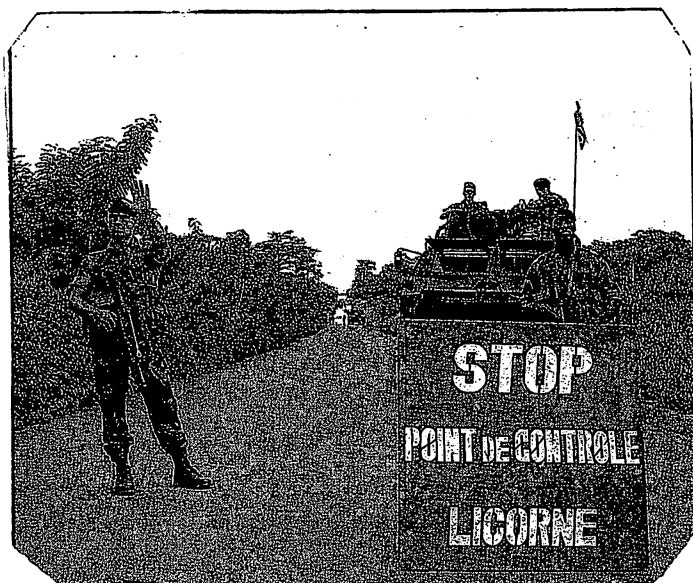
rabattent sur le statu quo et sur la division du pays. Du moins, pour un an de plus et, après, on verra bien.

Après tout, des pays coupés en deux, voire en plusieurs parties, en Afrique, il y en a d'autres ! L'unité des pays comme le Congo-Kinshasa, le Soudan et bien d'autres, est purement fictive. L'impérialisme se fait une raison, surtout lorsque, comme au Congo-Kinshasa, malgré le morcellement du pays, malgré les victimes innombrables, la guerre et la famine, malgré la situation catastrophique pour les classes populaires, l'exploitation du pays et de ses richesses naturelles continue.

C'est le cas d'ailleurs de la Côte-d'Ivoire. Même si l'économie est stagnante, même si le contexte politique a fait partir un certain nombre de petits profiteurs français, le pays continue à rapporter des profits confortables aux grands groupes dont les plus importants continuent à être les groupes français. Malgré l'état de guerre, l'exploitation continue aussi sur les grandes plantations qui ont les moyens d'acheter les «corps habillés» de la région, comme les milices. Pour tous ceux-là, la scission du pays est une gêne mais certainement pas une catastrophe.

Les puissances, grandes et petites, qui se penchent sur la «crise ivoirienne» depuis quatre ans, avec le résultat que l'on sait, préféreraient seulement éviter l'état de guerre ouverte et le chaos. D'où la présence des troupes françaises et des troupes de l'ONUCI, d'où les zones-tampons.

Les troupes de «l'opération Licorne», si elles sont là principalement pour préserver les intérêts de la France, elles sont là aussi pour jouer les gendarmes pour le compte de l'ensemble des puissances impérialistes. Il est significatif, par exemple, que, dans les marchandages à l'ONU au sujet de la résolution en cours



donné un an de plus pour laisser les rapports de forces internes décider qui, de Gbagbo ou de Banny, l'emportera à la tête de l'exécutif et, surtout, comment se résorbera, si elle se résorbe, la scission entre le Nord et le Sud. Et si les rapports de forces n'évoluent pas plus cette année qu'ils n'ont évolué l'année précédente, ils s'en laveront les mains.

Bien sûr, l'éclatement du pays en deux fait désordre, et les soubresauts violents qui en résultent n'arrangent pas les affaires. Pour les groupes capitalistes qui tirent profit de la Côte-d'Ivoire, le temps de Houphouët-Boigny, l'unité du pays sous la férule d'un dictateur, était certainement préférable à la situation d'aujourd'hui.

Mais ils n'ont pas le choix, à moins d'une intervention militaire massive qui coûterait cher et que personne n'a envie d'assumer. Et au profit de qui ?

Gbagbo ne plaît pas à Paris, du moins à Chirac. Mais Soro et le conglomérat qui l'entoure ne peuvent pas lui paraître plus fiables.

Aussi, la résolution de l'ONU en témoigne, les grandes puissances se font-elles une raison et se

d'élaboration, l'argument-choc de la délégation française a été, à en juger par ce que rapporte la presse, de menacer de retirer les 3 500 soldats de la «force Licorne». La délégation américaine, encline à profiter de l'occasion pour gêner la diplomatie française, a fini par accepter un compromis devant cette menace, apparemment pour éviter que l'ONU ait à envoyer une troupe plus importante pour remplacer les troupes françaises, avec le coût que cela représente.

Comment pourront évoluer les rapports de forces ?

Si l'on considère uniquement le rapport des forces entre les deux armées, celle, officielle, de la FANCI et celle des «Forces nouvelles», pour instable qu'il soit, il peut très bien se prolonger. Apparemment, rien d'impératif ne pousse les «Forces nouvelles» à la reddition. Bien qu'elles dominent la partie la plus pauvre du pays, non seulement elles ont une population à racketter, mais elles ont apparemment mis la main sur des trafics de toutes sortes en direction des pays voisins. Et elles trouveront toujours des armes auprès de marchands complaisants moyennant finances.

Il en va de même dans le Sud où, pour le moment en tout cas, Gbagbo semble tenir en main l'armée officielle.

L'avenir dira combien de temps durera cet équilibre des forces et comment il pourrait se rompre.

Un autre aspect du rapport des forces est le contrôle que Gbagbo exerce sur l'armée. Il a soigneusement choisi le haut état-major pour qu'il lui soit fidèle. Cette fidélité perdurera-t-elle ? Le précédent de Guei rappelle que la fidélité du chef de l'armée à l'égard du président est une chose toute relative.

Mais Gbagbo a, aussi, pour lui les milices du FPI. Elles donnent au pouvoir les moyens de contrôler et d'encadrer la population. En outre, c'est aussi un moyen de pression sur l'armée elle-même, du moins sur le corps des officiers, non pas du fait de la force combattante que ces milices représentent car elles sont surtout courageuses vis-à-vis de la population désarmée -mais n'est-ce pas aussi vrai pour l'armée elle-même ?- mais parce que, tout en servant de forces supplétives aux militaires, en défendant le pouvoir du clan Gbagbo, elles lui servent aussi de contrepoids.

Intervient aussi, dans le rapport de forces, la capacité des milices de Gbagbo d'encadrer la population ou, du moins, de l'impressionner.

Pendant plusieurs mois, les « sorbonnes » et autres « agoras » se sont multipliées, répercutant la propagande du régime auprès de la population et pesant d'autant plus sur cette dernière que les «jeunes patriotes» tenaient le haut du pavé. Mais il semblerait que les choses évoluent dans ce domaine.

D'une part, du fait que l'opposition elle-même -avec l'accord de sa direction ou pas- a mis en place des sortes de groupes d'autodéfense et que, lors des conflits du mois d'août au sujet des «audiences foraines», les milices gbagbistes ont été obligées de reculer à plusieurs reprises devant les jeunes du RPDH. Du coup, les déclarations de Blé-Goudé sont nettement moins guerrières qu'auparavant.

Et puis, l'actualité récente a fourni l'exemple de quartiers qui ont réagi violemment aux exactions de milices gbagbistes. Le 3 novembre, en particulier, les miliciens ont été chassés de Yopougon-Azito par la population. Le FPI considère pourtant ce quartier comme un de ses fiefs. Mais la population, excédée par les rackets, les bastonnades et

les viols, a réagi. Les jeunes du quartier ont pris d'assaut le camp des miliciens qui, malgré l'intervention en leur faveur des «corps habillés», ont dû être exfiltrés vers les écoles de police et de gendarmerie, après avoir laissé deux morts sur le terrain.

Ceux de Yopougon-Azito ne se laissent plus faire et ils ont raison. Est-ce l'indication d'un changement d'attitude plus générale de la population ?

L'avenir le dira, mais là encore, c'est un des éléments qui peuvent faire évoluer le rapport des forces.

L'aspect le plus dramatique de la situation pour la population ne réside pas dans la scission de l'armée elle-même, entre sa fraction qui occupe le Sud et celle qui occupe le Nord. Unie ou séparée, l'armée a toujours été non seulement une force de répression, mais une force de répression qui vit sur le dos de la population.

La menace principale demeure toujours celle d'une population divisée par la propagande ethniste du pouvoir, opposant ceux du Sud à ceux qui viennent du Nord ou des pays voisins. Dans certaines «agoras», on appelle ouvertement à l'achat de machettes. Et dans nombre de villages, se produisent des conflits violents où les arguments ethnistes servent souvent à justifier des affrontements pour les

terres.

Ses partisans poussent Gbagbo à se débarrasser de Konan Banny et à nommer lui-même un nouveau Premier ministre. Konan Banny n'est pas plus l'ami des classes populaires que les autres dirigeants en rivalité pour le pouvoir. Mais, si Gbagbo l'écarte alors qu'il a été investi par l'ONU et qu'il a le soutien de l'opposition, cela passerait pour une déclaration de guerre. Dans son discours du 7 novembre, Gbagbo a été très prudent. La «consultation» qu'il organise lui donne du temps pour mesurer le rapport des forces et compter ses alliés, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. En en juger par les premières consultations - les religieux ou encore le patronat et les confédérations - son entourage le pousse à la reprise de la guerre pour reprendre le Nord.

Il suffirait de bien peu de chose pour que le pays s'enfonce, de nouveau, dans un chaos aussi sanglant que stérile. Le pays reste au bord du précipice où l'a conduit la rivalité de ses dirigeants pour le pouvoir, avec la complicité des grandes puissances. Mais c'est aux classes populaires, toutes ethnies et toute appartenance politique confondues, que les dirigeants, du Sud comme du Nord, ont l'intention de faire payer le prix. A moins qu'ils en soient empêchés par une réaction de la population qui n'a rien à gagner et tout à perdre dans une nouvelle flambée de violences stériles.

SENEGAL**C'EST LA «MANGECRATIE» !**

A l'approche des prochaines élections présidentielle et législatives qui auront lieu au même moment, le 25 février 2007, les politiciens sénégalais n'ont qu'un seul souci en tête : comment parvenir à la mangeoire gouvernementale ou obtenir un poste lucratif? Le président Wade, candidat à sa propre succession, mais pas trop rassuré d'être réélu facilement du fait que son parti, le PDS a connu une scission depuis la rupture entre lui et son ex-dauphin Idrissa Seck, cherche des alliés dans l'«opposition» pour étoffer son camp. Il a déjà reçu le leader du PIT, Amath Dansokho, qui avait déjà été un de ses anciens ministres et qui avait démissionné par la suite. Mais avant d'avoir été ministre de Wade, ce même Dansokho avait déjà été ministre sous la présidence de Diouf après avoir été un de ses opposants et même après avoir fait un petit séjour en prison sous ce même Diouf. C'est dire que Dansokho est une vraie girouette, «un transhumant» selon le vocable local. Après sa rencontre avec Wade, il a déclaré que «Wade est un ami de longue date et il le reste», laissant sous-entendre qu'il était prêt à participer au «gouvernement d'union nationale» que Wade veut mettre en place en cas de réélection, tout en disant qu'il laisse la décision à son parti.

Un autre politicien, Abdourahim Agne, président du Parti de la Réforme aurait déjà donné son soutien à Wade en échange d'un futur poste ministériel. Quant à Moustapha Niassé, ex-baron du PS et grand homme d'affaire, après avoir été ministre de Diouf, puis Premier

ministre de Wade et devenu par la suite « opposant », il est en train de négocier avec Wade son nouveau ralliement. Quel sera son prix, la vice-présidence du prochain gouvernement ou la place du président du Sénat (qui n'existe pas encore mais qui fait partie des projets de Wade)?

S'ils estiment que Wade a une plus grande chance de l'emporter que ses adversaires, de nombreux politiciens viendront frapper au portail pour monnayer leur ralliement. Ce genre d'opposants «alimentaires» ne manque pas.

Mais en même temps qu'on assiste à un ballet de requins affamés autour de la présidence, les coups bas ne manquent pas non plus de la part de Wade pour mettre en difficulté les adversaires qu'il n'a pas en odeur de sainteté. C'est ainsi qu'Idrissa Seck son ex-Dauphin a dû purger plusieurs mois de prison après avoir été accusé de détournement de fonds d'un montant de plusieurs milliards de francs Cfa et « d'atteinte à la sécurité de l'Etat ». Il a été relâché mais tout récemment c'est un de ses proches qui vient d'être accusé de complicité de détournement de fonds publics.

Ce qui est sûr c'est qu'aucun de ces partis gravitant autour de la présidence ou se disant opposant à Wade et gravitant autour du PS de l'ex-président Diouf, ne défend un tant soit peu les intérêts de la population laborieuse. La seule chose qui les intéresse c'est la mangeoire.

SENEGAL**INFLATION DE DÉPUTÉS**

Au début de ce mois de novembre, le gouvernement sénégalais a fait voter un projet de loi faisant porter le nombre de députés de 120 à 150. Cette modification constitutionnelle entrerait en vigueur après les prochaines élections législatives et présidentielle prévues le 25 février 2007.

Cette augmentation du nombre des députés est nécessaire selon le président Wade par ce que la population du Sénégal a augmenté et pour que les institutions du pays soient en conformité avec «les normes internationales». Il est question également de créer ultérieurement un sénat.

Rappelons que lorsque que Wade est arrivé au pouvoir, il avait fait passer de 140 à 120 le nombre de députés après les élections législatives de 2001. Une des raisons invoquées était qu'il fallait limiter les dépenses de l'Etat. Sauf qu'entre temps il a remis sur pied le Haut Conseil de la République pour caser quelques amis. Puis il a doublé les indemnités des députés et augmenté sensiblement ceux des ministres. Aujourd'hui le

salaire officiel d'un député «ordinaire» est de 1,3 million de F Cfa auquel s'ajoute un véhicule 4X4, des bons d'essence, des facilités téléphoniques, etc. Quant au président de l'Assemblée, aux neuf vice-présidents, aux sept secrétaires élus, aux présidents de groupes parlementaires, leur indemnité est de 2 millions plus une voiture de fonction, une dotation de 1000 litres de carburant par mois, une parcelle de terrain offerte par l'Etat, des «dons sociaux», et de nombreux autres avantages qui ne sont pas officiels.

Ce sont des milliards de francs qui sont ainsi gaspillés pour entretenir des élus et des non élus haut placés qui ne sont d'aucune utilité pour la grande majorité de la population qui souffre justement du fait que l'Etat a réduit le peu de budget alloué à des secteurs comme ceux des hôpitaux, de l'éducation, les transports publics, etc. Mais Wade sait trouver de l'argent lorsqu'il s'agit d'engraisser ses proches pendant qu'il demande aux couches les plus pauvres de se serrer toujours plus la ceinture.

QUAND WADE SE PLAINT DE NE PAS AVOIR REÇU UN SEUL FRANC DE L'ESPAGNE

En échange de la coopération des autorités sénégalaises en vue de lutter contre l'émigration clandestine des Africains partant de la côte sénégalaise vers les îles Canaries, le gouvernement espagnol avait promis une aide financière et matérielle au Sénégal. La France avait également promis quelques aides en échange des mêmes services. On se souvient par exemple que lorsque le ministre de l'Intérieur sénégalais Ousman Ngom recevait à

Dakar son homologue français Sarkozy, il déclarait qu'en matière de lutte contre l'immigration clandestine il était «sur la même longueur d'onde» que Sarkozy et qu'il était «pour la tolérance zéro» sur cette question.

Depuis que cet accord avec l'Espagne a été signé, les avions chargés de sans papier expulsés font la navette trois fois par semaine entre l'Espagne (ou les Canaries) et

la ville de Saint-Louis au Sénégal. A ce jour il y a déjà eu environ 4800 expulsés (en quelques semaines). Au tout début, les avions atterrissaient à Dakar. Mais très vite le gouvernement sénégalais s'est rendu compte que ce n'était pas une bonne idée car ces expulsions ainsi que les conditions dans lesquelles elles s'effectuaient provoquaient une réaction d'indignation au sein de la population de la capitale. Face au risque de manifestations, le gouvernement a décidé que dorénavant les expulsés arriveraient par l'aéroport de Saint-Louis.

En guise de récompense pour cet

excès de zèle, Wade croyait que des millions d'Euros allaient lui tomber dans les mains. C'est plutôt la déception. Tout récemment il a déclaré : «Tous ceux qui ont dit que l'Espagne a donné de l'argent au Sénégal n'ont pas dit la vérité. Jusqu'au moment où je vous parle, l'Espagne n'a pas remis un franc au Sénégal». L'Espagne finira peut-être par lui verser les 20 millions d'euros promis et on peut espérer que les expulsés et leurs familles déçues par l'évanouissement de l'espoir qu'elles ont mis dans l'émigration de leurs enfants, fussent-elles dans des conditions dangereuses, sauront un jour le lui rappeler.

SENEGAL

AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN EN VUE UN COUP DUR POUR LES CLASSES PAUVRES

Le gouvernement s'apprête à autoriser les boulangers à augmenter le prix du pain. Ni la date, ni l'ampleur de l'augmentation ne sont encore rendues officielles. Mais cette rumeur sème déjà l'inquiétude, et à juste titre, dans les familles modestes. Les maigres salaires des travailleurs ne leur permettent déjà plus depuis longtemps à nourrir convenablement leurs familles et cette future augmentation d'une denrée de base comme le pain ne fera qu'aggraver leur situation.

Les patrons des grandes boulangeries qui alimentent les grandes villes justifient cette future augmentation par le fait que le prix de la farine de blé a augmenté. Mais pourquoi donc n'avaient-ils pas diminué le prix du pain en septembre 2004 puis en mars

2006 lorsque le prix de la farine avait baissé ? Ce qu'ils veulent en réalité c'est augmenter un peu plus leur marge bénéficiaire. Ils attendent donc le feu vert de l'Etat. Celui-ci leur accordera-t-il cette faveur impopulaire en cette veille d'élections présidentielle et législatives ? Ou alors leur cédera-t-il tout de même un petit cadeau plus probablement sous forme de diminution de la TVA sur la farine ? Ce qui est sûr c'est que ce qui fait encore hésiter le gouvernement ce n'est certainement pas le sort des classes pauvres. Car pendant que Wade demande aux plus démunis de faire des sacrifices, il vient par exemple de décider d'augmenter le nombre de députés après avoir multiplié par deux leur indemnité et augmenté sensiblement le salaire de ses ministres.

M A L I**LES AUTORITÉS PRÊTES À S'ASSOCIER
A L'UNION EUROPÉENNE POUR LUTTER
CONTRE L' "IMMIGRATION CLANDESTINE"**

Au cours d'une réunion qui a eu lieu il y a quelques semaines à Bamako entre les autorités maliennes et une délégation de l'Union Européenne (UE), en vue de lutter contre l' "immigration clandestine", une aide de 426 millions d'euros a été promise à l'Etat malien (étalée entre 2008 et 2013) pour, paraît-il, maîtriser les flux migratoires. Cette aide aurait pour vocation, selon les organisateurs de cette réunion, de "fixer les populations locales..." Aussi, pour réussir, proposent-ils de lutter également contre les mafias de passeurs des clandestins.

Ce n'est évidemment pas cette promesse d'aide qui va développer le Mali au point que les jeunes puissent trouver, sur place, des entreprises prêtes à les employer; ce n'est pas cette somme qui va

permettre, comme une baguette magique, d'enrayer la pauvreté endémique qui sévit dans le pays depuis des décennies. Développement du Mali ou lutte contre la pauvreté, ce ne sont là que des mots. Ce que veulent ces messieurs de l'UE, c'est obtenir des responsables qu'ils participent, avec eux, à la lutte contre l'immigration, ni plus ni moins que le genre d'accord obtenu récemment du gouvernement sénégalais. C'est-à-dire faire en sorte que des dirigeants africains participent avec les pays de l'UE à expulser plus facilement les jeunes qui, poussés par la misère, cherchent à tenter leur chance ailleurs. Le gouvernement malien va donc s'occuper de ce sale travail de gendarme : aider les pays de l'UE à renvoyer chez eux les jeunes maliens au Mali, moyennant finance.

**LA CHINE DÉROULE LE TAPIS ROUGE
POUR LES DIRIGEANTS AFRICAINS**

Une quarantaine de chefs d'Etats Africains ont fait le voyage pour participer au 3e sommet Chine-Afrique à Pékin du 3 au 5 novembre. Cette réunion, la plus importante jamais organisée par la Chine, a été l'occasion pour les dirigeants de ce pays de manifester leur intérêt croissant pour le continent Africain.

Dans les années 1950 à 1975, période où elle subissait l'embargo des grandes puissances, la Chine soutenait en Afrique et dans les pays du tiers-monde, des mouvements dits de Libération Nationale. Le petit livre rouge de Mao a été traduit en plusieurs langues, puis

diffusé en Afrique et aux quatre coins de la planète. De nombreux leaders de mouvements qui se disaient progressistes, au Mozambique, en Angola, en Rhodésie (Zimbabwe par la suite) ou même en Afrique du Sud, ont bénéficié d'une certaine aide matérielle, d'un encadrement précieux, pour s'extirper de la tutelle coloniale ou de la dictature des régimes d'apartheid.

En même temps qu'elle favorisait la mise en place de régimes moins inféodés aux grandes puissances impérialistes, la Chine cherchait des alliés pour atténuer l'isolement dont elle était victime

de la part de celles-ci, principalement la première d'entre elles, les Etats Unis d'Amérique.



Tapis rouge pour le dictateur
Olusegun Obasanjo

Plusieurs dirigeants africains ont soutenu la Chine populaire pour que celle-ci acquière des positions au sein de l'ONU.

Au tournant du dernier quart de siècle, dès lors que la politique des USA a changé dans le sens d'une certaine ouverture en sa direction, le verbiage anti-impérialiste et les aides destinées aux opposants des pays du tiers-monde, furent abandonnés pour laisser la place à une politique en direction cette fois, des pouvoirs en place, fussent-ils dictatoriaux à l'égard de leurs peuples et corrompus. Dorénavant ce qui préoccupait la Chine, c'était essentiellement de trouver des matières premières, énergétiques pour l'essentiel. Le pétrole est au cœur de cette préoccupation. Mais le relatif essor de l'industrie chinoise a eu vite besoin de nombreuses autres matières premières comme le bois, le caoutchouc, le cuivre et le cobalt.

L'Afrique constitue également

un débouché potentiel pour de nombreux articles made in China, de qualité et de prix moins élevés tels que les produits de la confection et les objets en matière plastique. Les entreprises chinoises du bâtiment et de Travaux Publics décrochent des contrats pour la construction de routes, de ponts et de quelques édifices.

Ce sommet a été pour la Chine une occasion de montrer une certaine volonté d'étendre sa présence sur le continent. A cette occasion, elle a annoncé le doublement de son aide et l'attribution de 5 milliards de dollars en prêts ou en crédits aux pays africains au cours des 3 prochaines années.

Le fait que pour la circonstance, les chefs d'Etats Africains aient été nombreux à répondre présent à Pékin, montre d'une certaine façon, qu'ils lorgnent de plus en plus vers la Chine en cette période où la part de l'Afrique dans les échanges économiques mondiaux est en baisse constante.

Mais pas plus avec cet éventuel nouveau partenaire qu'avec les anciennes puissances coloniales, cela ne pourra en aucune façon se traduire par un quelconque mieux-être pour les populations pauvres d'Afrique. Les classes possédantes chinoises, certes plus tardivement arrivées sur l'arène économique internationale, sont tout aussi avides et cupides que leurs homologues des vieilles puissances occidentales. De temps en temps, des reportages télé montrent les conditions d'exploitation qu'elles font subir aux travailleurs de leur pays, la férocité avec laquelle les riches chinois bâtissent leur fortune, pour imaginer ce dont ils sont capables dans leur course aux profits ailleurs, là où ils le pourront.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.